Bureau du 4 septembre 2006

Décision n° B-2006-4572

objet : **Garanties d'emprunts accordées à l'Opac de Villeurbanne pour le compactage de divers prêts**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 24 août 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2006-3289 en date du 27 mars 2006, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

L'Opac de Villeurbanne informe la Communauté urbaine qu'il souhaite, en accord avec la Caisse des dépôts et consignations, procéder au compactage de 87 contrats de prêts déjà garantis par la Communauté urbaine à hauteur de 100 %.

Les prêts sont regroupés en 4 macro-prêts selon les caractéristiques reprises ci-dessous.

Il est précisé que le montant total des nouveaux prêts est de 31 223 315,70 € et que la garantie à hauteur de 100 % est sollicitée.

- Compactage n° 1

- . contrat de compactage n° 106041,
- . date d'effet du réaménagement : 31 juillet 2006,
- . capital total réaménagé : 11 534 017,42 €,
- . dont intérêts compensateurs : 0 €,
- . date de 1ère échéance : 25 juillet 2007,
- . durée d'amortissement du prêt à compter de la 1ère échéance : 26 ans,
- . périodicité des échéances : annuelle,
- . taux d'intérêt actuariel annuel : 3,77 %,
- . taux annuel de progressivité : 0,00 %,
- . révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Ces caractéristiques s'appliquent au montant total du capital réaménagé des prêts référencés en annexe à la date du contrat de compactage constatant le réaménagement, pour la durée de remboursement du prêt.

- Compactage n° 2

- . contrat de compactage : n° 106042,
- . date d'effet du réaménagement : 31 juillet 2006,
- . capital total réaménagé : 2 413 019,04 €,
- . dont intérêts compensateurs : 0 €,
- . date de 1ère échéance : 25 juillet 2007,
- . durée d'amortissement du prêt à compter de la 1ère échéance : 25 ans,
- . périodicité des échéances : annuelle,
- . taux d'intérêt actuariel annuel : 2,92 %,
- . taux annuel de progressivité : 0,00 %,
- . révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Ces caractéristiques s'appliquent au montant total du capital réaménagé des prêts référencés en annexe à la date du contrat de compactage constatant le réaménagement, pour la durée de remboursement du prêt.

- Compactage n° 3

- . contrat de compactage n° 106043,
- . date d'effet du réaménagement : 31 juillet 2006,
- . capital total réaménagé : 507 150,58 €,
- . dont intérêts compensateurs : 0 €,
- . date de 1ère échéance : 25 juillet 2007,
- . durée d'amortissement du prêt à compter de la 1ère échéance : 21 ans,
- . périodicité des échéances : annuelle,
- . taux d'intérêt actuariel annuel : 3,42 %,
- . taux annuel de progressivité : 0,00 %,
- . révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Ces caractéristiques s'appliquent au montant total du capital réaménagé des prêts référencés en annexe à la date du contrat de compactage constatant le réaménagement, pour la durée de remboursement du prêt.

- Compactage n° 4

- . contrat de compactage n° 106044,
- . date d'effet du réaménagement : 31 juillet 2006,
- . capital total réaménagé : 16 769 128,66 €,
- . dont intérêts compensateurs : 0 €,
- . date de 1ère échéance : 25 juillet 2007,
- . durée d'amortissement du prêt à compter de la 1ère échéance : 34 ans,
- . périodicité des échéances : annuelle,
- . taux d'intérêt actuariel annuel : 3,32 %,
- . taux annuel de progressivité : 0,00 %,
- . révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Ces caractéristiques s'appliquent au montant total du capital réaménagé des prêts référencés en annexe à la date du contrat de compactage constatant le réaménagement, pour la durée de remboursement du prêt ;

Vu ledit dossier ;

DECIDE

Article 1er : la communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie financière à l'Opac de Villeurbanne à hauteur de 100 % pour des prêts compactés auprès de la Caisse des dépôts et consignations aux conditions décrites ci-dessus. Les caractéristiques des prêts réaménagés sont jointes à la présente décision.

Le montant total garanti est de 31 223 315,70 €.

Au cas où l'Opac de Villeurbanne, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions de l'article L 2252-1 du code général des collectivités territoriales et notamment du dernier alinéa ainsi rédigé : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une Commune porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel.*"

Article 2 : la Communauté urbaine s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

Article 3 : le Bureau autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de compactage qui seront passés entre l'organisme prêteur et l'Opac de Villeurbanne et à signer les conventions de compactage à intervenir pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts susvisés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'Opac de Villeurbanne.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,